

A l'attention de Messieurs :

Miguel Arias Cañete Climate Action & Energy
le Commissaire Maroš Šefčovič vice-président de l' Union Energie
Dominique Ristori Directeur Général Energie

Consultation internationale

Monsieur le Commissaire à l'énergie

Les Hongrois ont décidé en 2010 d'avoir un débat public sur toutes les questions importantes avant la prise de décisions. C'est la raison de la série de consultations publiques en Hongrie.

Nous, les syndicats organisés sur le site de la Centrale Nucléaire de Paks, nous lançons une consultation nationale, mais aussi internationale, concernant la situation actuelle dans la Centrale, car les questions liées à l'énergie dépassent de loin les frontières d'un pays. Nous sommes venus à Bruxelles dans l'espoir de pouvoir provoquer par notre action l'ouverture des négociations en Hongrie entre les décideurs et les syndicats .

En tant que représentants des salariés de la Centrale Nucléaire de Paks nous tenons à exposer nos problèmes dans l'espoir de pouvoir bénéficier de votre soutien et coopération .

Les idées exprimés par M. le Premier ministre au sommet du mois de décembre 2014 sont source de danger pour nous:

„De graves attaques venant de Bruxelles menacent l'indépendance de la Hongrie, l'opération de succès liée à la réduction du tarif des charges et notre politique énergétique. Au sommet de mi-décembre l'énergie sera à l'ordre du jour. ... Nous menons la bataille pour notre liberté et nous aurons à combattre sérieusement Bruxelles. ”

Au cours des mois passés, après le sommet de décembre nous avons pu lire et entendre dans les médias que Bruxelles appelait à la responsabilité la Hongrie pour le manque de "transparence" dans la Centrale.

Les médias hongrois ont publié la nouvelle suivante: „En Hongrie la décapitation de la Centrale Nucléaire est prévue, 800 personnes seront licenciées à Paks. Le management actuel considère qu'il serait impossible de procéder à un tel licenciement qui mettrait en danger la sûreté de la Centrale.”

Le 14 mai 2015 M. le ministre d'état János Lázár, chargé du cabinet du Premier ministre, a annoncé que Bruxelles demandait une plus grande transparence et pour ce faire les membres du management devraient être remplacés par des managers étrangers de l'Europe de l'Ouest, à trouver à l'aide des cabinets internationaux de recrutement.

Monsieur le Commissaire, les salariés de la Centrale de Paks vous demandent à bien vouloir rappeler les critères de "transparence" formulés par Bruxelles, dont découle la décision de remplacement du management à la Centrale.

Etant donné que nous ne sommes pas d'accord avec la position du gouvernement hongrois, nous avons adressé une lettre à ce sujet à M. le Premier ministre Viktor Orbán en demandant l'ouverture des négociations en la matière.

Sur la base des valeurs reconnues dans l'Union Européenne nous demandons:

- l'information des salariés et des organisations syndicales de la Centrale au sujet des changements (et des conséquences) à prévoir.
- la transparence des négociations en la matière
- les conséquences du processus annoncé ayant impact sur les salariés et les possibilités de gérer par le dialogue social les problèmes auxquels nous nous heurtons dans ce contexte .

Monsieur le Commissaire, dans l'espoir d'une réponse prompte, veuillez accepter nos remerciements anticipés pour la bonne volonté de faire part de votre position en la matière et pour l'aide accordé aux syndicats à mieux comprendre le processus engagé.

Bruxelles, le 22 mai 2015.

Au nom des syndicats engagés:



Gál Rezső
MVM TSZSZ elnök



Lőrincz László
PADOSZ elnök



Hatvani Jácint
MÉSZ elnök